

Crise gouvernementale au Portugal (II) : un paysage politique clarifié¹

Les crises, dit-on, ont ceci de commun qu'elles agissent, par leur effet d'accélération, comme révélateur de problématiques et de tensions profondes qui n'auraient pu être saisies en temps normal. Appliqué à la crise gouvernementale portugaise de juillet 2013, cet adage se révèle particulièrement pertinent, tant cette dernière a constitué une fuite en avant qui a forcé l'ensemble de la classe politique à clarifier sa position sur le chemin suivi par le pays.

Comme nous le développons dans une précédente analyse², les tensions politiques qui ont ponctué le mois de juillet ont mis en évidence le degré de subordination de la Droite à la troïka UE-BCE-FMI, dont elle applique les recommandations à la lettre, sans craindre pour cela d'aller à l'encontre de la volonté populaire, de la légalité constitutionnelle, voire de la rationalité économique. Nous nous attacherons ici à développer les conséquences politiques de ces quatre semaines estivales riches en rebondissements sur le système partisan portugais.

La Droite en déshérence.

Si la motion de confiance votée le 30 juillet par le parlement en faveur de la coalition de centre-droit au pouvoir lui donne un répit que la plupart des observateurs ne prédisaient pas, le gouvernement en ressort plus affaibli que jamais. La crise politique a levé le voile sur la détermination du Premier ministre Pedro Passos Coelho à s'accrocher au pouvoir tant qu'il bénéficierait du soutien du grand capital et de ses affidés européens. Au plus bas dans les sondages (25%, contre 38 aux élections de 2011)³, son Parti Social-Démocrate (PSD, centre-droit libéral), s'est peu à peu mis à dos les classes moyennes et petits entrepreneurs qui constituaient l'essentiel de sa base électorale. Dès lors, il fera tout son possible pour éviter la tenue de nouvelles élections, en espérant une hypothétique amélioration de la conjoncture économique⁴.

Une position qui n'est pas forcément celle de son partenaire minoritaire de coalition, le Centre-Démocrate Social - Parti Populaire (CDS-PP, droite conservatrice, historiquement plus eurosceptique que le PSD). Bien qu'impliqué pleinement dans la politique d'austérité actuelle, le petit parti conservateur a manifesté à plusieurs reprises des réserves sur l'intensité des mesures⁵, notamment celles qui touchent les retraités, catégorie sociale chez qui il réalise de bons scores. Une posture peu convaincante, les déclarations de son président Paulo Portas se concluant généralement par un alignement sur la position du gouvernement⁶, mais qui dénote une volonté d'incarner une certaine rigueur budgétaire plus juste, par opposition à la position maximaliste des Sociaux-démocrates.

Si les sondages lui prédisent un léger recul en cas d'élections anticipées, le parti a moins à perdre d'un retour aux urnes que le PSD, et pourrait, en cas de contexte politique favorable, espérer capitaliser sur les déçus de son partenaire de coalition. Le soutien du CDS-PP étant essentiel au gouvernement pour disposer de la majorité absolue, celui-ci durera tant que le petit parti jugera politiquement profitable de le maintenir en place. En outre, le CDS-PP dont la taille modeste confère le rôle de potentiel parti-pivot⁷ pourrait être tenté par une alliance avec les socialistes, articulée autour d'un programme de réformes néolibérales plus modéré.

¹ Par **Grégory Mauzé**, animateur de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte – août 2013.

² Pour un résumé du déroulement de la crise gouvernementale et une analyse de ses enjeux socio-économique, voir " *Crise gouvernementale au Portugal (I) : l'épuisement du consensus austéritaire* ", août 2013, acjj.be

³ " *Portugal: après 2 ans d'austérité, la gauche passe en tête (sondage)* ", 3 juin 2013, finances.net

⁴ " *Portugal : 3ème année de récession en 2013* ", 5 juin 2013, latribune.fr

⁵ Watson Peláez, Marina, " *Press Review - PSD figures strenghten case against tax on pensions* ", 7 mai 2013, portugal-dailyview.com

⁶ Bon de Sousa, Margarida, " *Afinal Portas aceitou cortes de 740 milhões por ano para reformados do Estado* ", 7 mai 2013, ionline.pt

⁷ En science politique, un parti pivot désigne un petit parti susceptible, par son jeu d'alliance, de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre du spectre politique lors de la formation d'une majorité parlementaire.

Le dilemme des socialistes.

Premier parti d'opposition, le Parti Socialiste (PS, centre-gauche) se trouve dans une situation paradoxale. C'est en effet l'ancien Premier ministre socialiste José Socrates qui avait initié les premiers plans d'austérité. Le parti est également signataire du mémorandum de réformes qui lie l'actuel gouvernement à la troïka, et avait à ce titre été impliqué dans l'initiative (finalement avortée) du président de la république en vue d'un gouvernement de large coalition avec la Droite dans le cadre d'un grand « pacte de salut national ».

Dans le même temps, le parti attaque durement le gouvernement, qu'il accuse d'outrepasser les recommandations socio-économiques réclamées par les institutions internationales. Il a également voté, le 18 juillet, en faveur d'une motion de censure contre le gouvernement, joignant sa voix à celle de la Gauche radicale (représentée par le Parti communiste Portugais (PCP, en alliance électorale avec un petit parti écologiste au sein de la Coalition Démocratique Unitaire) et le Bloc de Gauche (BG)). Son secrétaire général Antonio Jose Seguro, a par ailleurs rejeté sèchement la main tendue par le Premier Ministre, qui plaidait pour un meilleur dialogue avec l'opposition⁸.

En réalité, le parti est partagé entre une équipe dirigeante majoritairement partisane d'une gestion sociale-libérale dans le cadre imposé par la troïka et une base militante qui globalement plaide pour une prise de distance plus claire par rapport à l'austérité. Un équilibre que le parti tente de préserver, au prix de quelques acrobaties politique : tout en participant aux négociations avec la Droite, il rencontrait également le BG en vue de discuter de convergences programmatiques⁹. « *Le PS est coincé entre sa volonté de mettre un frein à l'austérité et celle d'honorer ses engagements avec la troïka* », analyse un cadre du BG. Il semble pourtant que le cœur de la direction du parti penche pour la seconde option. Ainsi, l'échec des discussions avec le PSD et le CDS-PP ne fut pas dû tant à des divergences profondes sur le plan socio-économique qu'à la volonté du PS d'aborder les négociations en position de force, après l'organisation d'élections anticipées.

Pour l'heure, le parti tente toutefois d'incarner le juste milieu, entre une Droite prête à tout pour imposer les réformes du mémorandum et une gauche de la gauche présentée comme irresponsable. Dans un contexte social et politique où l'austérité acquiert une centralité croissante, ce positionnement pourrait toutefois, en cas de retour aux urnes, conduire les électeurs à associer le PS à une troïka honnie, et, par-là, à les dissuader de lui apporter leurs suffrages. Les sondages d'opinion donnent certes le PS en tête avec 32% des voix¹⁰. Mais cette prédominance, en hausse de seulement quatre points par rapport à la défaite de 2011, s'explique essentiellement par l'impopularité de la coalition conservatrice, et ne lui permet pas d'espérer une majorité absolue en cas d'élections. Sa volonté de s'inscrire dans l'esprit du mémorandum interdisant l'hypothèse d'un gouvernement associant l'ensemble des forces de gauches, le Parti socialiste se dirigerait alors vraisemblablement vers une alliance sur sa droite.

Convergences inédites à la gauche de la gauche.

L'incidence la plus significative de cette crise pourrait se produire dans l'espace le plus à gauche de l'échiquier politique national. En conflit constant dans leur prétention à incarner l'opposition progressiste aux socialistes¹¹, le BG et le PCP se sont rencontrés le 19 juillet pour discuter de convergences programmatiques, opérant ainsi un rapprochement inédit dans l'histoire tumultueuse des deux partis¹². Signe d'une volonté d'apaisement, le prési-

⁸ "Portugal: le Premier ministre s'engage à poursuivre la rigueur", 30 juillet 2013, liberation.fr

⁹ "Portugal : l'opposition socialiste dialogue aussi à sa gauche", 16 juillet 2013, romandie.com

¹⁰ "Portugal: après 2 ans d'austérité, la gauche passe en tête (sondage)", 3 juin 2013, finances.net

¹¹ Le PCP reproche principalement au BG son engagement européen assimilé à du réformisme (notamment au sein du Parti de la Gauche européenne, dont le parti est membre fondateur), ce dernier critiquant quant à lui l'euro-scepticisme et le souverainisme des communistes qu'il assimile à du nationalisme, ainsi qu'un fonctionnement jugé sectaire.

¹² Brandão Guerra, Rita, "PCP e Bloco sublinham "grande convergência" no final de reunião conjunta", 19 juillet 2013, publico.pt

dent du PCP Jerónimo de Sousa s'est symboliquement rendu dans les locaux lisbonnais du BG, un geste inimaginable il y a quelques années encore.

Les luttes sociales des deux dernières années leur avaient déjà offert l'opportunité d'une plus grande coopération, tant dans l'arène parlementaire que sur le terrain des luttes sociales. Mais c'est la perspective de voir se constituer un gouvernement d'union nationale entre la Droite et le PS, et la volonté manifestée par ce dernier d'évoluer dans le cadre délimité par le mémorandum qui ont poussé les deux rivaux à franchir ce cap crucial. « *Le président entendait organiser le « salut national » autour des formations politiques favorables aux réformes prônées par la troïka, alors que ces dernières précipitent au contraire le pays à sa perte* », explique Marisa Matias, députée du BG au parlement européen. « *Par ce rapprochement, nous entendons souligner que le sauvetage du pays ne peut s'opérer qu'à travers une rupture nette* ».

La réunion s'est conclue par le constat partagé de fortes convergences sur les lignes politiques sensées répondre à l'urgence sociale, en particulier sur la restructuration de la dette et sur le rejet du mémorandum, posant par là les jalons programmatiques d'un gouvernement de Gauche. Une avancée décisive, les précédentes tentatives de dialogues¹³ n'ayant jamais débouché sur un tel niveau d'élaboration. « *Des convergences ne forment pas une coalition* », nuance toutefois Jerónimo de Sousa, rappelant ainsi que la formation d'une alliance électorale n'est pas à l'ordre du jour. Reste que cette volonté manifeste des deux partis d'aplanir leurs divergences pour proposer un contre-modèle de sortie de crise marque un tournant majeur.

D'abord pour la Gauche radicale elle-même, qui manifeste par cette initiative son souci d'incarner une force de proposition alternative crédible, à contre-courant de l'image de « partis contestataires » à laquelle la cantonne souvent médias et partis de gouvernements. Ensuite, pour l'ensemble large de citoyens, syndicats et mouvements sociaux qui réclament un coup d'arrêt aux mesures d'austérités, à qui cette initiative offre un débouché politique. Comme ailleurs en Europe, on constate en effet au Portugal une situation paradoxale, où le large discrédit dont font l'objet les politiques d'ajustements structurels ne se traduit pas au niveau électoral par une majorité d'élus hostile à la rigueur¹⁴. De fait, cette avancée dans la structuration d'un programme de rupture avec le modèle imposé par la troïka pourrait, en renforçant la crédibilité d'une alternative, contribuer à réduire ce décalage existant entre majorité politique et majorité sociale.

Même si les sondages d'opinions laissent présager de bons scores au PCP et au BG (respectivement à 12.5 et 8.5, soit plus de 20% cumulés)¹⁵, ils s'avèrent pour l'heure insuffisants pour traiter de la question d'un gouvernement de Gauche de transformation autrement que d'un point de vue théorique. En cas d'élections, la potentialité d'un accord entre *bloquistas* et *communistas* ne resterait toutefois pas sans incidence sur le PS. L'existence d'un bloc structuré pour un changement politique radical pourrait en effet renforcer les partisans socialistes d'une orientation qui romprait avec le néolibéralisme, ouvrant la voie à une union des gauches. Dans le cas, plus probable, où le PS persisterait à suivre la voie tracée par la troïka, on pourrait alors assister à une diminution de l'effet « vote utile » en sa faveur. Un risque que la direction du parti, soumise, on l'a vu, à d'intenses pressions internes aurait tort de négliger : sans une rupture nette avec la politique suivie par le précédent gouvernement, le retour au pouvoir du parti pourrait conduire ce dernier à subir le même sort que la social-démocratie grecque, sortie laminée des dernières élections après avoir mené durant deux ans une politique d'austérité draconienne.

¹³ Brandão Guerra, Rita, "BE e PCP assumem "convergência" e diálogo à esquerda", 8 avril 2011, publico.pt

¹⁴ Selon un sondage réalisé en mai 2013, 82% des portugais souhaitent l'annulation ou la renégociation du mémorandum de réforme. Un sondage réalisé peu après donne une majorité de plus de 50% des voix à l'ensemble des forces qui se réclament de la Gauche (PS, PCP et BG), mais également à l'ensemble des forces qui affirment s'inscrire dans le chemin proposé par la troïka : le PS, le PSD et le CDS-PP comptabilisent ainsi plus de 60% des intentions de vote. L'une des explications à ce décalage tient à la tendance à l'abstention, en hausse constante dans les pays sous assistance financière, et qui témoigne du profond discrédit du système politique. "Les Portugais réclament la démission du gouvernement", 26 mai 2013, humanite.fr et "Portugal: après 2 ans d'austérité, la gauche passe en tête (sondage)", 3 juin 2013, finances.net

¹⁵ "PCP e Bloco valem mais de 20 por cento", 12 avril 2013, expresso.sapo.pt

Si elles se pérennisaient, les convergences à la gauche de la gauche pourraient alors constituer une importante force d'attraction pour les partisans d'une alternative aux politiques de consolidations budgétaires. Tout en gardant les réserves qui s'imposent à tout exercice de prospective, la Gauche radicale des différents pays européens, notoirement divisée, gagnerait à s'inspirer de ce dialogue entre formations aux forts antagonismes, en vue d'en tirer parti pour ses propres luttes.

Toutes proportions gardées, le cas portugais constitue une nouvelle manifestation des bouleversements politiques dans les pays d'Europe du sud, dans lesquels le rapport aux plans d'austérité imposés de l'extérieur structure de façon croissante les oppositions partisans. Il semble dès lors nécessaire d'en suivre assidument les évolutions socio-économiques et politiques. Ceci vaut autant pour les acteurs qui aspirent au changement social sur le continent que pour les observateurs qui entendent l'appréhender.